



DECLARATION DU 9 MAI FSU 43

Depuis plusieurs années, et en particulier ces derniers mois, les services publics et les agents publics sont l'objet d'attaques incessantes. Les objectifs restent toujours les mêmes : la poursuite des politiques néolibérales austéritaires et la remise en cause des services publics. Le gouvernement veut maintenant faire adopter un projet de loi dit de « transformation » de la fonction publique que nous avons rebaptisé « LOI DE DESTRUCTION DE LA FONCTION PUBLIQUE »

Que prévoit ce projet de loi ?

- des commissions paritaires vidées de leur substance.
- une remise en cause des CHSCT, de leurs prérogatives et des moyens de les faire fonctionner.
- un élargissement des dérogations au principe du recrutement par concours sur un emploi permanent et la création d'un « contrat de projet ». C'est faire du contrat et de la précarité la voie principale de recrutement alors que déjà aujourd'hui, au moins 20% des agents ne sont pas titulaires.
- une remise en cause des accords sur le temps de travail dans la fonction publique territoriale.
- la possibilité d'externalisation de services avec des détachements vers le privé sans droit d'option, l'introduction des ruptures conventionnelles, des mobilités imposées, etc... C'est en fait un plan pour «accompagner» celui de suppression de 120 000 postes d'ici 2022.

A l'inverse, la FSU exige :

- une gestion collective et démocratique des carrières et conditions de travail des agents.
- une augmentation générale et immédiate du point d'indice pour toutes et tous.
- le recrutement de fonctionnaires à la hauteur des besoins.
- un plan de titularisation.
- un développement de la formation initiale et continue.
- l'abrogation du jour de carence.
- Le retrait de la loi Blanquer.
- Le retrait de la réforme des lycées.

La FSU poursuivra les mobilisations dans la Fonction publique, dans l'unité syndicale la plus large possible, pour obtenir le retrait de tous ces projets destructeurs de la Fonction Publique au profit de mesures renforçant et rénovant les droits des agents et permettant un meilleur fonctionnement des services publics.

La fonction publique est née pour nous servir, cette loi va la détruire.



DECLARATION DU 9 MAI FSU 43

Depuis plusieurs années, et en particulier ces derniers mois, les services publics et les agents publics sont l'objet d'attaques incessantes. Les objectifs restent toujours les mêmes : la poursuite des politiques néolibérales austéritaires et la remise en cause des services publics. Le gouvernement veut maintenant faire adopter un projet de loi dit de « transformation » de la fonction publique que nous avons rebaptisé « LOI DE DESTRUCTION DE LA FONCTION PUBLIQUE »

Que prévoit ce projet de loi ?

- des commissions paritaires vidées de leur substance.
- une remise en cause des CHSCT, de leurs prérogatives et des moyens de les faire fonctionner.
- un élargissement des dérogations au principe du recrutement par concours sur un emploi permanent et la création d'un « contrat de projet ». C'est faire du contrat et de la précarité la voie principale de recrutement alors que déjà aujourd'hui, au moins 20% des agents ne sont pas titulaires.
- une remise en cause des accords sur le temps de travail dans la fonction publique territoriale.
- la possibilité d'externalisation de services avec des détachements vers le privé sans droit d'option, l'introduction des ruptures conventionnelles, des mobilités imposées, etc... C'est en fait un plan pour «accompagner» celui de suppression de 120 000 postes d'ici 2022.

A l'inverse, la FSU exige :

- une gestion collective et démocratique des carrières et conditions de travail des agents.
- une augmentation générale et immédiate du point d'indice pour toutes et tous.
- le recrutement de fonctionnaires à la hauteur des besoins.
- un plan de titularisation.
- un développement de la formation initiale et continue.
- l'abrogation du jour de carence.
- Le retrait de la loi Blanquer.
- Le retrait de la réforme des lycées.

La FSU poursuivra les mobilisations dans la Fonction publique, dans l'unité syndicale la plus large possible, pour obtenir le retrait de tous ces projets destructeurs de la Fonction Publique au profit de mesures renforçant et rénovant les droits des agents et permettant un meilleur fonctionnement des services publics.

La fonction publique est née pour nous servir, cette loi va la détruire.